



CHRONIQUE OMM

ORGANISATION METEOROLOGIQUE MONDIALE
INSTITUTION SPECIALISEE DES NATIONS UNIES

N° 2

Avril 1991

LE MONDE DU TEMPS ET DE L'EAU

CONFERENCE INTERNATIONALE SUR
L'EAU ET L'ENVIRONNEMENT

Le développement dans la perspective du vingt et unième siècle

Interview de M. Gordon J. Young, coordonnateur

par M. Hessam Taba

M. Young a étudié à l'Université de Montréal (Canada) où il a obtenu son diplôme de géographie physique (Ph.D) en 1975. De 1972 à 1987, il a travaillé à Ottawa à la Direction générale des eaux intérieures dans l'équipe de recherche et comme directeur de programme. Nommé chargé de cours, en 1987, à la Faculté de géographie de l'Université Wilfrid Laurier à Ontario, il prit en 1988 la direction du Centre de recherche pour les régions froides établi dans cette université. Il s'intéresse essentiellement à l'hydrologie de haute montagne. De 1988 à 1990, il a présidé le Conseil intergouvernemental du Programme hydrologique international que conduit l'UNESCO. M. Young travaille aujourd'hui au Secrétariat de l'Organisation météorologique mondiale, à Genève, en qualité de coordonnateur de la Conférence sur l'eau et l'environnement.

Bureau de l'information

Pour plus ample information, prière de contacter :

Organisation météorologique mondiale
41 Giuseppe-Motta
Case postale 2300
1211 Genève 2
Suisse

Téléphone : (+41 22) 7308315

H.T. Pourriez-vous nous préciser où et quand la Conférence se tiendra et nous dire en quelques mots comment elle s'inscrit dans le calendrier des grandes réunions prévues pour ces prochaines années ?

G.Y. La Conférence doit avoir lieu à Dublin, en Irlande, du 26 au 31 janvier 1992. Son titre complet est "Conférence internationale sur l'eau et l'environnement : le développement dans la perspective du vingt et unième siècle", ce qui replace la question de l'eau dans le contexte plus large de l'environnement et du développement. La Conférence, qui mobilisera l'attention sur la question des ressources en eau douce, doit déboucher essentiellement sur la formulation de stratégies pour la solution des problèmes mondiaux qui se posent dans ce domaine.

En juin 1992, doit se tenir, à Rio de Janeiro, au Brésil, le Sommet Planète Terre - la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) - où seront abordés les très nombreux thèmes en rapport avec l'environnement et le développement. L'eau est un de ces thèmes et la Conférence de Dublin servira de prélude à celle du Brésil pour l'étude des multiples et graves problèmes liés aux ressources en eau douce. Elle peut donc être considérée comme l'un des volets d'une action mondiale concertée visant à recommander des plans d'action concrets dans le domaine de l'eau, ceci dans la perspective de l'environnement et du développement.

H.T. Pourquoi l'eau revêt-elle tant d'importance du point de vue de l'environnement et du développement ?

G.Y. L'eau est indispensable à la vie sur notre planète. Sans cet élément essentiel, il n'y aurait ni faune ni flore. Le bon fonctionnement de la biosphère en dépend et les processus biologiques peuvent être profondément altérés par suite d'un manque ou d'un excédent d'eau et par une dégradation de la qualité des approvisionnements.

Sans l'eau, aucune activité humaine ne serait possible. Agriculture, énergie et production industrielle sont tributaires d'un approvisionnement régulier à un coût raisonnable. Les ressources en eau varient très largement d'une région à l'autre, tout comme les modes d'agriculture, d'industrie et de développement. On peut toutefois affirmer que là où il n'y a pas d'eau, il ne saurait y avoir d'activité économique.

On ne devrait jamais dissocier complètement la question de l'eau du contexte économique dans lequel elle s'inscrit. Enjeux de développement et problèmes liés à l'eau sont, par la force des choses, inséparables. Pour replacer le thème de l'eau dans cette perspective globale, j'évoquerai deux ou trois éléments importants. D'abord, l'explosion démographique : la population mondiale aura peut-être doublé d'ici quelques décennies, et les ressources naturelles, parmi lesquelles l'eau, feront alors l'objet de formidables sollicitations. Or, l'appauvrissement ou la dégradation d'autres ressources naturelles - forêts, sols, minéraux - a beaucoup à voir avec l'alimentation en eau.

Il y a aussi le problème de l'évolution du climat et des changements climatiques, qu'ils soient d'origine naturelle ou imputables à l'homme. Une modification de l'intensité et du régime des précipitations, résultant de changements climatiques, se répercuterait sur les taux d'évaporation et, par

voie de conséquence, sur les ressources en eau qui risqueraient de s'en trouver profondément altérées. Les conséquences pour les ressources en eau souterraines seraient moins immédiates, mais sans doute tout aussi graves, puisque, comme vous le savez, de nombreuses régions du Golfe sont tributaires non seulement des eaux de surface, mais aussi de la nappe phréatique.

Il y a aujourd'hui dichotomie entre stratégies conservatives et stratégies de développement. Les premières sont dictées par le désir de ménager les ressources naturelles et de préserver la nature; les secondes, à l'opposé, obéissent aux impératifs du développement qui commandent d'exploiter les ressources naturelles, l'eau notamment. Trouver un équilibre entre ces deux démarches extrêmes pose un réel problème. C'est à ce problème fondamental que devront s'attaquer les participants à la Conférence de Dublin, car nous devons absolument trouver le moyen de concilier protection de l'environnement et objectifs de développement. La situation des pays développés étant bien différente de celle des pays en développement, il est tout naturel que leur point de vue à cet égard diverge sensiblement.

Les problèmes de juridiction nationale sont un autre point à prendre en considération s'agissant de la gestion de l'eau. Bon nombre des grands fleuves internationaux traversent en effet plusieurs pays. Je citerai pour mémoire le Nil, le Niger ou le Zambèze en Afrique, le Gange, l'Indus ou certains grands fleuves du sud-est en Asie, l'Amazone ou le Parana en Amérique du Sud, le Rhin ou le Danube en Europe. Tous franchissent plusieurs frontières, de sorte que tout projet de développement conduit en amont aura vraisemblablement des conséquences en aval. Cette mobilité qui caractérise les ressources en eau pose un très difficile problème aux gestionnaires qui, de ce point de vue, ont à faire face à une tâche plus compliquée que leurs homologues d'autres secteurs, celui de l'exploitation forestière, par exemple, ou encore celui de l'exploitation minière. Contrairement à l'eau, forêts et minéraux ne se déplacent pas.

Ce problème se trouve compliqué du fait que la plupart des cours d'eau ont un régime irrégulier. Leur débit accuse des variations saisonnières et l'on note aussi des tendances à long terme liées à des tendances climatiques, de sorte que l'alimentation n'est pas constante. Le gestionnaire devra donc, pour répartir les ressources en eau, tenir compte en permanence de cette instabilité et des variations, tant quantitatives que qualitatives, qui pourraient résulter de décisions prises en amont, dans un pays voisin.

H.T. Dites-nous quelles sont les institutions qui ont joué un rôle dans l'organisation de la Conférence ?

G.Y. Une vingtaine d'organismes et d'institutions des Nations Unies s'occupent, de près ou de loin, de problèmes liés aux réserves d'eau douce. Certains sont plus concernés que d'autres, par exemple le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation météorologique mondiale (OMM). Pour d'autres, par exemple le Fonds international des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le problème des ressources en eau, s'il n'est pas directement au centre de leurs travaux, n'en revêt pas moins une certaine importance. Les activités pertinentes de

tous ces organismes et institutions sont coordonnées par le Groupe intersecrétariats pour les ressources en eau que préside John Rodda, directeur du Département d'hydrologie et de mise en valeur des ressources en eau du Secrétariat de l'OMM. C'est donc à cette dernière qu'il revenait de convoquer la Conférence de Dublin au nom de toutes les institutions intéressées des Nations Unies. C'est aussi pour cette raison que le Secrétariat de la Conférence a été établi au siège de l'OMM.

H.T. Comment se déroulent les préparatifs de la Conférence ?

G.Y. La Conférence de Dublin, consacrée aux réserves en eau douce, fait partie des rencontres préparatoires prévues pour la CNUED (1992), et dont deux ont déjà eu lieu.

Un petit secrétariat, dont j'assure la coordination, a été établi au siège de l'OMM, à Genève. Il est composé de fonctionnaires détachés par d'autres organisations et par quelques pays, pour une durée de quelques mois à un an. Le secrétariat est en place depuis février 1991 et coordonne actuellement les activités relatives à la Conférence.

Cette coordination englobe de nombreuses tâches : sélection des principaux intervenants en séance plénière; organisation des groupes de travail; mise en place des moyens logistiques à Dublin (services d'interprétation et de traduction, couverture médiatique, etc.). Nous travaillons en étroite collaboration avec les organisateurs locaux et avons entamé une campagne d'information et de promotion : réunions d'information, conférences de presse, exposition, affiches, brochures, timbres commémoratifs, emblèmes, papier à lettre à en-tête, etc.

H.T. La Conférence sera-t-elle précédée de réunions préparatoires et quels seront, dans ce cas, les sujets traités ?

G.Y. Plusieurs réunions de travail et réunions techniques sont en effet prévues avant la Conférence de Dublin. Je n'en citerai que quelques-unes :

Un colloque sur les moyens à mettre en oeuvre en vue d'une exploitation rationnelle des ressources en eau se tiendra au mois de juin, à Delft, aux Pays-Bas. On y étudiera notamment les structures institutionnelles en place, leurs moyens d'action et les ajustements à opérer pour les rendre mieux à même de traiter les divers problèmes liés aux ressources en eau.

En août, aura lieu à Bratislava, en Tchécoslovaquie, une réunion technique sur la qualité de l'eau.

Au mois de novembre, se déroulera, à l'initiative des pays nordiques, une réunion destinée à promouvoir des actions spécifiques en faveur des pays en développement (Copenhague, Danemark).

Enfin, le Conseil international des unions scientifiques accueillera à Vienne, au mois de novembre, une conférence sur les aspects scientifiques de la CNUED.

H.T. Pouvez-vous nous dire comment se déroulera la Conférence : séances plénières, réunions des groupes de travail, etc. ?

G.Y. La Conférence durera cinq jours et demi; la première demi-journée sera consacrée aux cérémonies d'ouverture. La réunion proprement dite commencera le deuxième jour par une séance plénière qui durera toute la journée et au cours de laquelle une douzaine d'orateurs seront invités à faire un exposé liminaire sur chacun des grands problèmes liés à la question des ressources en eau. Les groupes de travail se réuniront les jours suivants pour en étudier les principaux aspects plus en détail. Ils auront à leur disposition un certain nombre de documents qui leur permettront de centrer les débats sur les points les plus importants. Des exposés seront également présentés sur la situation régnant dans les différents pays et sur les préoccupations de diverses organisations non gouvernementales.

Une exposition sera organisée au Château de Dublin (Dublin Castle) et quelques excursions sont prévues. Le dernier jour, les participants pourront étudier une synthèse des recommandations des groupes de travail qui leur servira de base pour rédiger la déclaration finale de la Conférence. Ce texte de quelques pages sera officiellement présenté, en mars 1992, à la quatrième réunion préparatoire de la CNUED, sous le titre de "Déclaration de Dublin".

H.T. Qui assistera à la Conférence ?

G.Y. Il faut savoir qu'il ne s'agit pas d'une réunion intergouvernementale comme la CNUED, mais d'une rencontre entre experts désignés par leurs gouvernements respectifs. Les participants comprendront tout aussi bien des spécialistes des questions de politique générale que des représentants de disciplines techniques. Ils devront être suffisamment haut placés dans la hiérarchie nationale pour qu'une fois transmises à qui de droit, les décisions qui auront été prises à Dublin puissent être appliquées sur le plan national. Les représentants des organisations non gouvernementales et intergouvernementales participantes pourront exposer les préoccupations de leurs institutions. Les exposés liminaires qui seront prononcés en séance plénière, seront présentés par des personnes expressément invitées à le faire. Les débats en séance plénière et les réunions des groupes de travail seront dirigés par des présidents élus parmi les participants.

H.T. Quel peut-être le coût d'une conférence comme celle-ci ? Qui doit payer ?

G.Y. Une conférence de cette nature entraîne une foule de dépenses qui n'apparaissent pas sur le budget de la réunion. C'est le cas de la rémunération des fonctionnaires détachés par les institutions des Nations Unies et les administrations publiques. Quant aux coûts tangibles, ils sont de trois sortes : frais d'établissement d'un secrétariat pour la conférence; frais afférents aux services de conférence (traduction, interprétation, couverture médiatique, etc.) et frais de voyage des participants, ceux venant de pays en développement en particulier. Notre hôte, le Gouvernement irlandais, a accepté de prendre à sa charge une bonne partie des dépenses locales. Les dépenses engagées au titre des trois postes susmentionnés devraient se monter de 1,5 à 2 millions de francs suisses au total pour l'année prochaine.

Ces dépenses seront prises en charge par les institutions concernées des Nations Unies et par certains pays. Ainsi, il a été demandé au groupe des pays membres de l'OCDE de contribuer à un fonds d'affectation spéciale qui servira à financer toutes les dépenses afférentes à la Conférence et à son secrétariat. Il pourra s'agir de contributions en nature et en espèces. A ce propos, je vous dirai que s'il est relativement facile d'obtenir des crédits pour les frais de voyage des participants, il est beaucoup plus difficile de trouver de l'argent pour financer les travaux de secrétariat.

H.T. A quels problèmes vous heurtez-vous ?

G.Y. Il s'agit moins de problèmes que de "défis" à relever. D'abord, il faut préciser les buts à atteindre dans le domaine des ressources en eau douce au cours des prochaines années et définir les stratégies d'ensemble à appliquer. C'est un objectif à ne pas perdre de vue car l'enjeu est d'importance. Sur le plan pratique, nous devons considérer les exigences et les souhaits de tous ceux - organismes, pays et particuliers - qui sont concernés. Cela n'est pas facile car ils sont nombreux. Tenir compte de l'emploi de chacun demande de la diplomatie et des compromis.

Il y a aussi les mille et un petits détails pratiques à régler pour que la Conférence se déroule au mieux et que les débats en séance plénière et ceux des groupes de travail soient conduits de la façon la plus efficace. Cela n'est certes pas facile, car si chacun doit pouvoir s'exprimer comme il le désire, il faut aussi veiller à ce que les débats ne s'écartent pas de l'essentiel. Cela demandera beaucoup de diplomatie à tous les niveaux. Le bon déroulement d'une conférence exige une préparation et une organisation minutieuses. J'ajouterai que, contrairement à ce que l'on pourrait croire, il est rare que les objectifs détaillés d'une réunion soient parfaitement définis à l'avance; dans la plupart des cas, ils évoluent à mesure que se rapproche la date de la réunion.

Il y a, enfin, une question qu'aucun organisateur de conférence ne pourra jamais régler à l'avance, c'est celle du nombre des participants qui n'est généralement connu qu'au tout dernier moment. C'est loin d'être un problème mineur, car les répercussions du point de vue de l'organisation matérielle et des coûts peuvent être énormes.

H.T. Sur quoi la Conférence doit-elle déboucher ?

G.Y. Il peut être utile, à ce stade, de récapituler les principaux objectifs de la conférence et les grands résultats escomptés.

Le premier de ces objectifs est d'évaluer l'état des réserves mondiales d'eau douce en fonction de la demande, actuelle et future, et de définir les problèmes qu'il faudra résoudre en priorité dans les années quatre-vingt-dix.

Il s'agit ensuite d'élaborer, pour la gestion de ces ressources, une approche intersectorielle coordonnée, en resserrant les liens qui unissent les différents programmes conduits dans le domaine de l'eau et de formuler, pour les années quatre-vingt-dix et au-delà, des stratégies et des programmes d'action écologiquement viables qui seront soumis à la Conférence des Nations Unies sur le développement. Nous devons, enfin, porter ces problèmes,

stratégies et programmes d'action, à l'attention des gouvernements, afin qu'ils s'en inspirent pour la formulation de programmes nationaux et qu'ils comprennent mieux comment une meilleure gestion des ressources en eau peut avoir des effets positifs pour l'environnement tout en favorisant le développement.

Venons-en aux résultats. Les documents issus de la Conférence seront de trois sortes. J'ai déjà parlé de la Déclaration de Dublin qui récapitulera les conclusions des participants. Bien qu'il ne doive comporter que deux à trois pages, ce document sera le plus important de ceux qui seront présentés à la Conférence du Brésil.

Viennent ensuite les actes de la Conférence qui résumeront l'essentiel des conclusions et recommandations des groupes de travail. Il s'agira bien sûr d'un document beaucoup plus volumineux que la Déclaration de Dublin dont il reprendra la teneur en la commentant. Enfin, nous comptons publier et éventuellement mettre en vente, un troisième document fondamental, sous la forme d'un recueil rassemblant les dix ou douze exposés liminaires. Les documents issus de la Conférence devraient constituer une source d'inspiration majeure pour l'orientation future de la gestion des ressources en eau. La coopération entre les diverses institutions des Nations Unies qui s'occupent des questions relatives aux réserves d'eau douce devra être resserrée et une plus grande intégration de leurs travaux assurée. Des stratégies rationnelles pour une gestion intégrée des ressources en eau devront être conçues, à l'échelon national comme à l'échelon régional, et il faudra imaginer des mécanismes plus efficaces pour une coopération bilatérale entre les pays en développement, ainsi qu'entre ces derniers et les pays développés. Des mécanismes plus efficaces devront aussi être mis en place pour aider les pays en développement à se doter des moyens, institutionnels notamment, nécessaires à une gestion intégrée des ressources en eau.

En guise de conclusion, je voudrai vous rapporter les propos que m'a tenus un de mes collègues un peu avant que je ne quitte le Canada pour Genève. Il se demandait si toutes ces réunions de haut niveau étaient bien nécessaires, puisque c'est sur le terrain, à l'échelon local, que s'accomplit ce qu'il appelle "le véritable travail". Je répondrai à cela qu'une action s'impose à tous les niveaux. L'action politique à l'échelon gouvernemental et intergouvernemental le plus élevé est nécessaire. Les accords qui en résulteront délimiteront le cadre des mesures qui pourront être prises à l'échelle nationale comme à l'échelle régionale, et il n'en sera que plus facile, ensuite, d'agir sur le plan local.

Mon collègue a bien sûr raison de dire qu'en dernière analyse c'est en agissant sur le terrain que nous parviendrons à améliorer la situation dans le domaine des ressources en eau. Mais, je le répète, c'est à tous les niveaux qu'il nous faut agir. J'irai d'ailleurs plus loin que lui, en un sens, en disant que si l'action politique à l'échelon le plus élevé est à l'évidence nécessaire, c'est avant tout à l'évolution des mentalités que nous devons travailler. Espérons donc que toutes ces conférences internationales stimuleront l'imagination et l'esprit d'entreprise de chacun et nous pousseront à agir dans la bonne direction.